

DELIBERATION N° 2018-23

**SEANCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DE L'UNIVERSITE NICE SOPHIA ANTIPOLIS**

DU 13 MARS 2018

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'UNIVERSITE NICE SOPHIA ANTIPOLIS

Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L 711-1 et suivants,
Vu le code de la construction et de l'habitation,
Vu la loi n°2005-102 du 11 Février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées,
Vu l'ordonnance n° 2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées,
Vu le décret n° 2014-1327 du 5 novembre 2014 relatif à l'agenda d'accessibilité programmée pour la mise en accessibilité des établissements recevant du public (ERP) et des installations ouvertes au public (IOP),
Vu le décret n° 2014-1326 du 5 novembre 2014 modifiant les dispositions du code de la construction et de l'habitation relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public,
Vu l'arrêté du 8 décembre 2014 fixant les dispositions prises pour l'application des articles R. 111-19-7 à R. 111-19-11 du code de la construction et de l'habitation et de l'article 14 du décret n° 2006-555 relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public,
Vu l'arrêté du 15 décembre 2014 fixant les modèles des formulaires des demandes d'autorisation et d'approbation prévues dans le code de la construction et de l'habitation,
Vu les statuts de l'UNS,
Vu le règlement intérieur de l'UNS,
Vu l'arrêté n°11-2018 portant délégation de signature à M. Marc DALLOZ, Vice-président du Conseil d'administration, en date du 30 janvier 2018,
Vu l'arrêté n°55-2017 portant délégation de signature à M. Christophe WANNER, Directeur Général des Services, en date du 29 juin 2017,
Vu l'avis du CHSCT du 1^{er} mars 2018,
Vu l'ensemble des pièces transmises aux membres,

Entendu l'exposé de M. Luc BECART, Ingénieur de Recherche de l'UNS,

Considérant que les gestionnaires d'Etablissements Recevant du Public - ERP ont l'obligation, pour la mise en conformité des établissements avec les obligations d'accessibilité, de s'engager par la signature d'un Agenda d'Accessibilité Programmée (Ad'AP).

Considérant que les travaux de mise en conformité de ces ERP avec la nouvelle réglementation en vigueur à partir du 1^{er} janvier 2015, n'ont pu être réalisés avant cette date, un Ad'AP doit être déposé pour échelonner les travaux en toute sécurité juridique. Cet outil de stratégie patrimoniale pour la mise en accessibilité adossée à une programmation budgétaire, correspond à un engagement à la réalisation des travaux dans un délai déterminé et limité.

Considérant que le diagnostic de l'accessibilité des ERP de l'Université démontre que l'ensemble des campus devraient être mis en conformité avec la réglementation en vigueur.

Aussi, au regard du nombre de sites concernés, de la charge financière que représente cette obligation réglementaire et des contraintes universitaires et de recherche, l'Université de Nice Sophia a élaboré son Ad'AP sur 9 ans, comportant notamment le phasage et le coût annuel des actions projetées, basé sur les principes suivants :

- La cohérence de l'enveloppe annuelle avec les capacités financières de l'établissement, pour un montant annuel plafonné à 1,2 M€,
- la réalisation technique des travaux durant les périodes d'inoccupation par le public sur une période maximum de 2,5 mois de travaux (période de congés estivaux),
- le traitement total des bâtiments retenus par année et non sur 2 ou 3 exercices,
- favoriser à partir de l'année 2, les campus dont le pourcentage d'handicap est élevé,
- favoriser les bâtiments d'enseignements (accessibles au public), puis ceux de recherche,

Il est précisé que le document fera l'objet d'une évaluation annuelle sur la période écoulée, et pourra faire l'objet d'un réajustement pour les périodes suivantes en fonction des interventions sur le patrimoine universitaire.

Approuve l'Agenda d'Accessibilité Programmée pour la mise en conformité des Etablissements Recevant du Public tel qu'annexé à la présente délibération.

Autorise le Président à déposer la demande d'Ad'AP auprès de la Préfecture pour sa validation par les services compétents.

Cette délibération est adoptée à la majorité des voix ; 21 voix pour et 2 abstentions.

Membres en exercice : 35

Quorum : 18

Présents et représentés : **23**

Fait à Nice, le **21 MARS 2018**

CLASSEE AU REGISTRE DES ACTES SOUS LA REFERENCE : 2018-23

TRANSMISE AU RECTEUR : **27 MARS 2018**

Pour le Président de l'Université
Nice Sophia Antipolis et par délégation
Le Vice-Président du Conseil d'Administration

Marc DALLOZ

MODALITES DE RECOURS CONTRE LA PRESENTE DELIBERATION :

En application de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le Tribunal administratif peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération, et ce dans les deux mois à partir du jour de sa publication et de sa transmission au Recteur, en cas de délibération à caractère réglementaire.

ADAP version finale V4

